

« Français de papiers » : Valérie Pécresse reprend le refrain de l'extrême droite
La candidate LR à l'élection présidentielle 2022 a utilisé cette formule des milieux nationalistes qui distingue les « Français de souche » et ceux d'origine étrangère.
Par Ismaïl Trippenbach
Publié le 14 février 2022 à 21h06 - Lecture 3 min.

2022. Valérie Pécresse, candidate des Républicains à l'élection présidentielle utilise l'expression « Français de papiers » dans sa campagne électorale. Un boulevard pour l'extrême droite et un pas vers celle-ci.

en fait des coupables (fainéantes, pas vraiment Belges, sans doute fraudeuses...) qu'il convenait de punir, tandis que ceux qui les défendent, comme les organisations syndicales, seraient en fait des manipulateurs. Le MR et son ministre assumant, eux, la lourde tâche de lutter contre les « ennemis intérieurs » du peuple : les paresseux, les étrangers, les faibles, les organisations syndicales, etc. Les remerciements adressés par le Vlaams Belang au ministre Clarinval (*Lire p. 25*) ont donc bien des raisons d'être fondés et sincères. Analytant plus globalement les positionnements du président du MR dans le *Standaard*, Fouad Gandoul arrive au même constat : « Bouchez banalise toutes les formes de rhétorique antidémocratique. Si l'on prend un peu de recul et que l'on applique les critères définis par le politologue néerlandais Cas Mudde pour caractériser le populisme de droite radicale, Bouchez coche désormais toutes les cases : le nativisme (« l'identité » et « la tradition » érigées en armes), l'autoritarisme (fermeté, durcissement des peines) et le populisme (la sortie sur les « bobos » et le dénigrement des juges et des élites). [...] la trace qu'il dessine n'est

pas celle d'un renouveau libéral : c'est la normalisation du répertoire de la droite radicale à partir du centre du pouvoir ». (9)

Ces dynamiques sont profondément préoccupantes. Elles signalent une dérive qui aligne progressivement notre espace politique de ce que le *trumpisme* a produit ailleurs : désaffiliation à la vérité, désignation de boucs émissaires, dégénérescence de la démocratie libérale, disqualification des contre-pouvoirs, démantèlement de l'État social... Y faire face ne peut se limiter à des réactions individuelles ou au coup par coup. Pour le mouvement social, pour les organisations, pour les contre-pouvoirs démocratiques, pour les citoyens et les citoyennes l'enjeu est désormais clair. Il faut dépasser l'état de sidération face au *trumpisme*. Il faut identifier et mettre en œuvre des stratégies de résistance globales, collectives et incisives. □

(1) Clément Viktorovitch, « Logocratie », *Seuil*, 2025, p. 9-13.

(2) *Idem*, p. 242.

(3) *Ibidem*, p. 83.

(4) *Ibidem*, p. 68-69.

(5) PBS, *Frontline*, Zero Tolerance, Interview Steve Bannon, 2019.

(6) *Het Laatste Nieuws*, 16.08.25

(7) LN24, 03.09.25.

(8) Paul Magnette : « L'extrême droite est en train de s'organiser au sein du MR, c'est incontestable », *Le Soir*, 04.10.25.

(9) « Bouchez vinkt alle vakjes van populistisch radicaal-rechts af », *De Standaard*, 14.12.25, traduit par Guilhem Lejeune pour Daardaar.be

RÉSISTER À LA TRUMPISATION

Voir, juger, agir. Défendre fièrement l'État social et l'environnement, créer un large front social.

Arnaud Lismont-Mertes (CSCE)



Si l'on veut écrire, sur un état de choses mauvais, une vérité efficace, il faut l'écrire de façon telle qu'on puisse reconnaître ses causes et les reconnaître comme évitables. Si elles sont reconnues comme évitables, l'état de choses mauvais peut être combattu. » (Brecht, 1934). Ce que révèlent les deux séquences étudiées ci-dessus, ce ne sont pas des dérapages médiatiques, mais un changement de régime du débat public, où le mensonge, la stigmatisation et la diversion identitaire deviennent des instruments ordinaires du pouvoir. Au-delà du constat, l'étude de ces deux séquences peut-elle

ouvrir des pistes de résistance au développement de ce courant *trumpiste* au sein de l'écosystème politico-médiaque belge francophone ?

Voir

Tout d'abord, le simple fait d'établir ce constat est déjà, en soi, un acte de résistance. Identifier et mieux comprendre les contours d'un problème, c'est se donner les moyens d'avoir prise sur celui-ci et, potentiellement, de le résoudre. Ce qui apparaît ici, ce sont des signes d'un glissement d'une formation politique de droite « clas-





No Kings protests, 2025, USA. Le 14 juin 2025, plus de 2.000 rassemblements « No King » ont réunis cinq millions de participants pour s'opposer au pouvoir autoritaire de Donald Trump.

CRÉDIT : C. JOHN FLICKR CC BY-NC-SA 2.0

→ sique » vers l'illibéralisme, voire l'extrême droite. Il s'agit d'un phénomène similaire à celui qui s'est produit, par exemple, pour les partis « républicains », aux USA ou en France. En outre, comme dans ces deux pays (avec, par exemple, d'un côté Fox news, de l'autre Cnews et BFM), le courant politique *trumpiste* fonctionne également en Belgique francophone en convergence avec certains médias (le groupe Sudmedia, RTL, C'est vous qui le dites...). Cette quasi-symbiose avec certains groupes de presse bien disposés va de pair avec l'usage décomplexé de *fake news* et l'érosion du respect de la déontologie, qu'elle soit politique (ne pas mentir, soumettre l'exécutif au Parlement) ou journalistique (vérifier les informations, recouper les sources).

Viktorovitch et Lakoff donnent également des clés décisives pour décoder les enjeux et les procédés politiques à l'œuvre. Qu'il s'agisse de la construction d'un espace public « post-vérité » dans lequel « *il devient possible de commettre l'impensable sans devoir assumer l'indicible* » (Viktorovitch) ou du développement de discours politiques pour lesquels l'enjeu est moins leur rapport aux faits que les métaphores qu'ils mobilisent et la façon dont celles-ci peuvent propager le modèle de gouvernance du « père strict » (Lakoff). Cette prise de conscience peut déjà transformer notre

manière de comprendre et de réagir face aux interventions médiatiques, que ce soit comme citoyen, journaliste, militant syndical, associatif ou politique.

Juger

Démasquer et dénoncer publiquement les *fake news* ainsi que les convergences avec l'extrême droite, une fois celles-ci identifiées, est insuffisant mais nécessaire. Les déclarations du ministre Clarinval ne sont pas du même ordre que celles, ouvertement racistes, de Donald Trump – qui a, par exemple, déclaré sans ambages que les immigrés de Springfield « mangent les chiens, les chats, les animaux domestiques des personnes qui y vivent » (*sic*). Nous n'en sommes pas là. La tolérance au racisme n'est pas aujourd'hui comparable, en Belgique francophone, à ce qu'elle est aux États-Unis. Les déclarations du MR relèvent plutôt de la technique dite du « *dog whistle* » (« sifflet à chiens »), qui consiste à exprimer un message ambigu, insuffisamment explicite pour être dénoncé comme du racisme ouvert, mais porteur d'un message que les personnes qui ont des préjugés racistes vont décoder comme une légitimation de ceux-ci. Les déclarations de M. Clarinval et de M. Bouchez, ainsi que leur reprise par différents médias, peuvent également être lues comme des actions de « guerre culturelle », visant à modifier les idées et la grille de lecture du monde que la société considère comme acceptables (déplacement de la « fenêtre d'Overton »). Mais ces acteurs doivent avancer masqués pour amener la société là où elle n'est pas encore. Si M. Clarinval doit, *in fine*, reconnaître une « erreur verbale » ou prétendre que les journalistes l'ont « mal compris », c'est bien que la société n'est pas encore prête à accepter ces idées lorsqu'elles sont formulées explicitement (comme dans le cas des Belges « *pas Belges en réalité* »). Cela signifie que les démasquer publiquement et refuser la banalisation de ces idées — y compris leur diffusion par la presse — fait partie des moyens de combattre cette *trumpisation*.

Agir

Les séquences politico-médiatiques analysées ont également mis en lumière des contre-pouvoirs, fragiles mais réels : organisations syndicales, partis d'opposi-

« ILS VEULENT BIEN MANGER DU VEAU, MAIS... »

« Comment dire la vérité sur le fascisme, dont on se déclare l'adversaire, si l'on ne veut rien dire contre le capitalisme, qui l'engendre ? Comment une telle vérité pourrait-elle revêtir une portée pratique ? Ceux qui sont contre le fascisme sans être contre le capitalisme, qui se lamentent sur la barbarie issue de la barbarie, ressemblent à ces gens qui veulent manger leur part du rôti de veau, mais ne veulent

pas qu'on tue le veau. Ils veulent bien manger du veau, mais ils ne veulent pas voir le sang. Il leur suffirait, pour être apaisés, que le boucher se lave les mains avant de servir la viande. Ils ne sont pas contre les rapports de propriété qui engendent la barbarie, ils sont seulement contre la barbarie. [...] Certains pays sont encore à même de maintenir leurs rapports de propriété par des moyens moins

violents. La démocratie leur rend encore les services pour lesquels d'autres doivent faire appel à la violence, à savoir : garantir la propriété privée des moyens de production. [...] La barbarie ne devient visible que lorsque le monopole ne peut plus être protégé que par la dictature ouverte ».

Brecht, Cinq difficultés pour écrire la vérité (1934).

Des contre-pouvoirs fragiles mais réels

tion — notamment par leur contrôle de l'action gouvernementale au Parlement — journalistes respectant la déontologie, associations, intellectuels publient des cartes blanches, citoyens et citoyennes dénonçant les *fake news*.

Comme nous l'avons indiqué, l'action de ces contre-pouvoirs n'a pas suffi à rendre ces mécanismes de désinformation inopérants. Les dénonciations, les démentis journalistiques ou ceux apportés devant le Parlement touchent moins de personnes que les informations fausses. Ils arrivent presque toujours avec retard, en réaction à des *fake news* qui se diffusent de manière virale. De surcroît, ils contribuent malgré eux à diffuser les concepts véhiculés par les *fake news* et à les mettre au cœur du débat public, puisqu'il faut bien énoncer ce que l'on dénonce, et donc se placer sur le terrain des affirmations dénoncées. Ces contre-pouvoirs restent néanmoins essentiels et doivent être renforcés.

De la « famille nuturante » à la lutte des classes

Il faut encore s'interroger sur le métarécit politique opérant pour faire pièce à celui de la « nation comme une famille » et au modèle de gouvernance du « père



« Il faut que ça change », 2025, Bruxelles. Le 14 octobre, 140.000 personnes ont manifesté, à l'appel du front commun syndical, contre les politiques de casse sociale du gouvernement Arizona.

strict ». Est-il pertinent d'accepter le cadre de la société comme une famille pour penser et articuler une alternative politique ? Ou bien faut-il, au contraire, placer la reconnaissance des intérêts matériels des acteurs et de la conflictualité sociale au cœur de la grille de lecture proposée ? Dans un récent livre, *Le miroir américain – Enquête sur la radicalisation de la droite et l'avenir de la gauche*, Cole Stangler analyse les conditions qui ont permis l'émergence du trumpisme. Il pointe à cet égard la responsabilité massive du Parti démocrate américain qui, faute de mettre en œuvre des mesures concrètes de justice sociale et de répondre aux intérêts matériels du monde du travail, a, dès le début des années 1990, permis aux Républicains de substituer aux débats sociaux des débats culturels (identité, immigration, avortement, homosexualité, port d'armes à feu...) : « les guerres culturelles avaient un immense pouvoir mobilisateur. On pouvait les déployer et les mobiliser pour rassembler la base conservatrice, mais aussi pour attirer des électeurs embarrassés par des prises de position démocrates. Et même si les Républicains ne promettaient pas grand-chose de concret pour améliorer le quotidien de millions d'Américains modestes, ils pouvaient au moins se poser en défenseurs de leurs valeurs. Dans un contexte où les démocrates ne faisaient pas de propositions ambitieuses – c'était l'époque de Bill Clinton -, les guerres culturelles avaient encore plus de résonnance. Si on décourage les citoyens de questionner le consensus économique, la politique peut, en effet, ressembler à un immense champ de bataille culturel. Les guerres culturelles deviennent, en quelque sorte, les seuls combats possibles ».

Ce contexte d'absence de projet alternatif porté par les Démocrates au niveau social explique déjà, selon Stangler, la première élection de Trump en 2016 : « Qu'on soit employé au salaire minimum entravé par le coût des assurances médicales ou un petit patron dégoûté par le niveau des impôts, l'immigré sans papier était devenu la cible idéale ». (1) Ce qui était déjà vrai il y a dix ans l'est encore plus aujourd'hui, aux États-Unis comme en Europe.



Paris, 12 février 1934. La gauche se réunit « contre le péril fasciste ». Le 12 février 1934, une grève générale et de grandes manifestations ouvrières répondent à la tentative de coup d'État d'extrême droite du 6 février. À Paris, les cortèges socialistes et communistes - jusque-là hostiles - se rejoignent spontanément aux cris de « Unité ! Unité ! ». Ce qui ouvrira la voie à la constitution d'un front unique antifasciste, puis au Front populaire de 1936. Sur l'image, la manifestation parisienne, place de la Nation.

CRÉDIT : AGENCE ROL. SOURCE GALlica.BNF.FR / BNF CC BY-NC-SA 2.0

⇒ L'année 2025 a été marquée, en Belgique, par un mouvement de contestation sociale d'opposition au gouvernement Arizona de grande ampleur. Toutefois, au sein de celui-ci, la question de la réforme du chômage a été largement oblitérée. (2) Notre détour par les États-Unis nous amène à nous poser, concernant les chômeurs, la question suivante : le développement de *fake news* sur les exclus n'a-t-il pas été favorisé par l'absence de mobilisation nationale spécifique pour combattre l'adoption de la loi organisant la limitation dans le temps des allocations de chômage, que ce soit du côté des syndicats ou des partis dits de gauche ? Une faiblesse dont la droite a pleinement profité pour aller toujours plus loin dans la stigmatisation publique des allocataires.

Le social-libéralisme, tout comme une « écologie de jardinage » ne nous seront d'aucune utilité. À l'heure où les polycrises — économiques, sociales, environnementales, démocratiques, sécuritaires — s'approfondissent et s'emballent, on ne pourra pas endiguer la *trumpisation* sans lui opposer un projet de rupture, à la fois avec le néolibéralisme, avec la destruction des conditions écologiques de la survie de l'espèce humaine et avec l'enrégimentement guerrier de la société.

Faire front

Les années 1920 - 1930 ont vu l'émergence du fas-

cisme en Europe. Notre situation est différente, mais nous avons sans doute des leçons à tirer de notre histoire pour réfléchir à la façon de résister à l'ascension du *trumpisme*. L'ascension de Mussolini et d'Hitler

aurait pu être empêchée. En Italie comme en Allemagne, les partis libéraux et conservateurs ont été les marchepieds pour l'accès des fascistes au pouvoir, avant d'être eux-mêmes disloqués par ceux-ci, une fois arrivés au gouvernement. La division entre les gauches (l'une accusée d'être « social-fasciste », l'autre

d'être « moscouitaire ») n'a pas aidé à contrer efficacement la prise de pouvoir fasciste. Il a fallu attendre 1934 pour que, face à la montée du danger fasciste, mais avec trop de retard, les gauches européennes mettent en avant leurs convergences et forgent des Fronts populaires, capables de porter un projet alternatif réformiste radical susceptible de constituer une alternative. Puissions-nous, en 2026, voir - juger - agir, nous rassembler et faire front devant le péril. Car « *il est encore fécond, le ventre d'où a surgi la bête immonde* ». □

(1) Cole Stangler, « Le miroir américain – Enquête sur la radicalisation de la droite et l'avenir de la gauche », *Les Arenes* Eds, 2025, p. 70 et 76.

(2) Arnaud Lismond-Mertes, « On était là, mais... », *Ensemble !* n°116, p. 8.

LA DROITE, L'EXTRÊME DROITE, LE FASCISME ET LE MR

Le débat agite - à juste titre - le landerneau politique et associatif.
Le MR peut-il (doit-il) être qualifié d'extrême droite et/ou de fasciste ?

Hugues Le Paige (réalisateur, journaliste, écrivain)

La question n'est évidemment pas que sémantique. La réponse qu'on lui donne conditionne le comportement que les forces démocratiques doivent adopter vis-à-vis du Mouvement réformateur, comme on l'a vu récemment à propos des manifestations qui voulaient empêcher la tenue de réunions des Libéraux à Liège et à Saint-Gilles. Deux analyses récentes permettent de cadrer le débat et de servir de base à une réflexion et à l'élaboration d'une réponse stratégique à «l'extrême droitisation» du MR, qui, elle, est de toute

manière incontestable. Il y a quelque temps déjà, Martin Georges (1) avait justement démonté tout ce qui nourrit la «guerre culturelle» entreprise par Georges-Louis Bouchez contre la gauche, le «*wokisme*», les syndicats, les médias «gauchistes» et à peu près toutes les forces qui contestent peu ou prou le capitalisme. L'arrivée de militants du mouvement d'extrême droite «Chez Nous» au sein du parti, le relais sur les réseaux sociaux de sites d'extrême droite ou fascistes par des élus et des dirigeants libéraux (dont son président lui-même), des